

Produit ouvert de connaissance

Dans le cadre de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur ([WHEC2022](#))

Section de [l'enseignement supérieur de l'UNESCO](#) | Division de l'éducation 2030

EXPLORER L'AVENIR

POUR UNE UNIVERSITE AFRICAINE DURABLE

Expansion de la jeunesse et universalisation de l'enseignement supérieur

Jean-Baptiste Meyer*, **Andrainolo Ravalihasy**, **Marc Pilon**, **Gregory Giraud**, **Hyunjee Kim**

CEPED, IRD/université Paris Cité, 45 rue des saints-pères, 75006 Paris, jean-baptiste.meyer@ird.fr

Résumé :

L'Afrique est la région où le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur est le plus bas du monde. C'est aussi celle où la population des 20 à 25 ans, potentiellement étudiante, croîtra le plus dans les années à venir. Conformément aux ODD, la tendance à un rattrapage des moyennes mondiales d'entrée à l'université devrait se réaliser. C'est déjà le cas en Afrique septentrionale mais reste en devenir pour la partie sub-saharienne. Des projections établies par notre équipe de recherche permettent de représenter l'expansion de l'enseignement supérieur sous différentes hypothèses. Toutes révèlent qu'une pression considérable pèsera sur le secteur à court ou moyen terme (ODD 2030 et Agenda 2063 de l'Union Africaine). Comment y faire face ?

La crise de la pandémie introduit une disruption dans cette situation déjà tendue. Paradoxalement, elle révèle pourtant une résilience systémique et des adaptations qui sont autant de solutions virtuelles (au double sens de potentielles/numériques) aux colossaux enjeux de la massification.

Mots clés : éducation – université – Afrique – durabilité - prospective

Abstract :

Africa is the region with the lowest higher education enrollment in the world. It is also the region where the population of 20 to 25 years old, potentially students, will grow the most in the coming years. In line with the SDGs, the trend towards catching up with the average figures of the world's university entrance should be realized. This is already the case in Northern Africa but is still in the making for the Sub-Saharan region. Projections made by our research team allow us to represent the expansion of higher education under different assumptions. All of them reveal that the sector will be under considerable pressure in the short or medium term (MDGs 2030 and the African Union's 2063 Agenda). How can we manage?

The pandemic crisis introduces a disruption in this already tense situation. Paradoxically, however, it reveals a systemic resilience and adaptations that are as many virtual solutions (in the double sense of potential/digital) to the huge challenges of massification.

Keywords : education – university – Africa – sustainability - foresight

INTRODUCTION

L’Afrique est largement perçue aujourd’hui comme le continent de la jeunesse. La population en âge d’entrer et de suivre des programmes dans l’enseignement supérieur y représente la part la plus importante, comparativement aux autres régions du monde. C’est déjà le cas aujourd’hui et le sera bien plus encore dans les années à venir (UNESCO 2015, UN 2019). Si la perception du phénomène est bien présente, son observation détaillée et rigoureuse l’est en revanche beaucoup moins. Peu d’analyses ont à ce jour été réalisées qui permettraient de prendre la mesure de l’évolution récente et des tendances de celle à venir prochainement, ainsi que des enjeux cruciaux qui en découlent. Cette faiblesse tient au caractère novateur des études prospectives portant sur l’éducation tertiaire¹ au niveau international (KC et al. 2010), mais aussi au fait que celles-ci émanent d’autres régions que l’Afrique, et manifestent des préoccupations bien différentes (OCDE 2018 et 2019). Le présent travail entend commencer à combler ce vide et contribuer au développement d’une telle approche, tournée vers le futur et vers ce continent.

Quatre piliers soutiennent l’édification de cette approche, qui seront éclairés tour à tour. Le premier consiste en un cadrage théorique, méthodologique et normatif de la réflexion sur le développement passé et futur de l’enseignement supérieur. Le second plante le contexte africain, dans ses aspects statistiques éducatifs et démographiques. Le troisième établit des projections rigoureuses sur l’avenir et les examine au regard de 3 scénarios possibles. Le quatrième absorbe le choc de l’actualité immédiate –la pandémie et les confinements- et observe comment elle retentit sur le présent et l’avenir en cours de définition, de l’université africaine. Enfin, une conclusion substantielle inscrit cette démarche de prospective dans la réflexion de responsables universitaires locaux. Leur appréciation du phénomène est recueillie pour le qualifier et ne pas pétrifier les estimations quantitatives dans une vision déterministe.

¹ Enseignement supérieur, éducation tertiaire et université sont ici pris comme synonymes.

CADRAGE THEORIQUE ET CONTEXTUEL

L'enseignement supérieur et le développement : une longue histoire

La relation entre l'évolution de la population et celle de l'éducation constitue un objet d'intérêt académique depuis plusieurs décennies. Deux disciplines - la démographie et les sciences économiques - ont respectivement fondé sur cette relation des courants théoriques si forts qu'ils pourraient être aisément qualifiés de paradigmes. Le premier est celui de la transition démographique et le second celui du capital humain. L'une s'appuie sur le constat que la réduction de la fécondité et de la mortalité est associée à une augmentation de la scolarisation à tous les niveaux y compris supérieurs. L'autre relève la combinaison systématique existante entre l'intensité de la qualification dans la population active et la croissance économique. Ces deux inspirations nourrissent les approches rétrospectives et prospectives mobilisées ici pour positionner la contribution propre du présent travail².

Les sciences économiques ont effectué, notamment à partir des années 1990, des analyses rétrospectives très sophistiquées pour documenter précisément la relation entre l'éducation et la croissance. Les travaux de Robert Barro et Jong-Wha Lee font largement référence lorsqu'il s'agit de décrire l'avènement d'une économie mondiale basée sur les savoirs (*global knowledge based economy*) à la fin du XX^{ème} siècle. Leur approche consiste à observer les corrélations entre l'accroissement des qualifications et l'amélioration des compétences d'une part et les transformations productives et l'augmentation de la richesse des nations, d'autre part. Pour ce faire, ils travaillent sur des séries temporelles longues relevées à l'échelle internationale, pour pouvoir comparer différentes périodes et de nombreux pays aux conditions très diverses. Au fil des années, ils relèvent des informations de plus en plus considérables sur l'éducation passée et pour une liste croissante de pays. De quelques dizaines depuis les années 50 (Barro et Lee 1993), ils passent à plus d'une centaine de relevés depuis le début du XX^{ème} siècle (Barro et Lee 2010), à plus de 150 depuis 1820 jusqu'à 2010 (Lee et Lee 2016). A chaque fois le nombre d'observations s'accroît et l'inclusion dans la couverture géographique de pays du sud également.

Depuis le tournant des années 2010 plusieurs travaux émanant du Centre Wittgenstein et IIASA (*International Institute for Applied Systems Analysis*) basés à Vienne, associés à - et activement soutenus par - l'Union Européenne (Joint Research Centre) approfondissent considérablement les exercices antérieurs de reconstruction de l'évolution de l'éducation

² Pour un état de l'art sur cette littérature spécialisée, voir Meyer et al. 2020

(Springer et al. 2019) et surtout de projections démographiques liées à cette dernière (KC et al. 2010). Ils se fondent sur la même approche à la fois conceptuelle et méthodologique : apprécier l'accumulation croissante de capital humain au fil des décennies passées mais aussi à venir, en estimant les qualifications acquises à différents niveaux dans les populations. La perspective démographique prend cependant une dimension accrue (Lutz et al. 2018). L'effet des différentes variables, notamment éducatives, sur les taux de fécondité et de mortalité deviennent primordiaux. Si le capital humain fait toujours l'objet de références explicites, il est conçu dans une approche du développement débordant le cadre strictement économique. Un rapport complet est produit en 2014 puis en 2018 (Lutz et al.). Ce dernier porte sur 201 pays et revendique une couverture inégalée par ailleurs.

Les projections de population sont établies jusqu'à 2100 et envisagées selon trois scénarios (SSP= *shared socio-economic pathways*), alignés sur ceux du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Ils se conforment ainsi à la perspective du développement durable également, dont les Objectifs (ODD), constituent le plus optimiste (SSP1). Les SSP2 et SSP3 sont les références des scénarios médian (poursuite de tendances actuelles) et pessimiste (stabilité des valeurs actuelles), respectivement.

Les méthodes présentées ci-dessus procèdent toutes d'un même objectif : estimer la teneur en capital humain des sociétés, à certaines dates contemporaines (XIX^{ème}, XX^{ème} et XXI^{ème} siècles). Pour ce faire, elles prennent la fréquence du niveau scolaire atteint dans la composition sociale comme indicateur. Ce dernier leur sert ensuite à apprécier l'impact économique possible de cette disponibilité de main d'œuvre plus ou moins qualifiée et/ou l'effet démographique de la scolarisation accrue – transition éducative – sur les comportements de reproduction et l'allongement de la vie, dans la population.

En revanche, ces approches ne documentent que très partiellement les effets observables ou attendus sur le système éducatif lui-même. Ce dernier ne constitue guère leur objet d'étude et elles ne se préoccupent que de son résultat : la qualification acquise. Les entrants dans le système sont à peine pris en compte et les échecs, retards, redoublements, changements de voies, inachèvements, ou non formalisation des processus éducatifs ne sont à peu près pas enregistrés. De plus, en ne relevant que rétrospectivement l'issue des années de formation – après exécution, recensement et traitement – le décalage dans le temps pose un réel problème pour apprécier en temps réel l'effort d'investissement associé à la croissance du système. Or, cet effort mérite d'être anticipé, pour accompagner en mesure les politiques éducatives et de formation des jeunes.

L'UNESCO (1993, 2015a) et l'Union Européenne, ainsi que d'autres initiatives isolées (Calderon 2018) optent pour des voies qui prennent en compte les entrants dans le système et effectuent alors les relevés à l'inscription dans l'enseignement supérieur plutôt que longtemps après la sortie des étudiants. On constate globalement un phénomène de convergence des indicateurs de l'éducation à l'échelle mondiale, à l'instar des études antérieurement citées. Tous expriment un accroissement des effectifs tendant à l'universalisation de l'enseignement supérieur. Cependant, ces diverses études désagrègent peu les phénomènes par régions et par niveau d'éducation ou laissent dans l'ombre leurs modalités de calcul détaillé. Cette absence de précision obère la capacité descriptive et prédictive de ces travaux et appelle des compléments significatifs aujourd'hui (Meyer et al. 2020).

Données et méthodes : les grandeurs et mesures des statistiques

Les effectifs d'étudiants proviennent du site de l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU), qui les recueille chaque année auprès de chaque pays ; des données contrôlées pour évaluer la fiabilité, et parfois non publiées car jugées non crédibles ou non transmises. Ainsi, pour l'année 2015, échéance de l'EPT (Education pour Tous) et des OMD, l'information sur le nombre d'étudiants était manquante pour 23 pays africains (sur un total de 54), dont un « poids lourd » sur le plan démographique, à savoir le Nigéria. Divers facteurs, variables selon les pays, expliquent ces données manquantes : refus du pays de transmettre ses données, situations de conflits armés, manque de ressources humaines dans les ministères, déficience du système statistique, refus des acteurs privés de communiquer leurs données ou transmission de données erronées (plutôt sous-déclarées), etc. Alors que dans la plupart des pays, l'enseignement supérieur privé connaît un fort développement depuis les années 2000, il demeure très peu régulé, souvent très mal documenté. La difficulté de certains pays à recenser les étudiants inscrits dans le secteur privé induit une sous-estimation de la population étudiante globale disponible dans la base de l'ISU, mais dans une proportion inconnue (Meyer *et al.*, 2020 ; Gérard, 2020).

Le taux brut de scolarisation au supérieur calculé par l'ISU repose sur les projections démographiques produites par la Division de la population des Nations Unies (actualisées tous les deux ans), sur la base de la « variante moyenne », tandis que les pays peuvent utiliser de leur côté leurs propres projections qui ne sont pas toujours identiques. Les valeurs calculées par l'ISU pour les ensembles régionaux, qui sont des moyennes régionales pondérées par le poids respectif de chaque pays concernant la population de la tranche d'âges retenue comme dénominateur pour

l'enseignement supérieur, doivent par ailleurs être considérées avant tout comme des ordres de grandeur et interprétées avec prudence, en fonction du nombre de pays sans données.

En dépit de ces réserves, les données extraites du site de l'ISU permettent une première analyse globale de l'évolution de la scolarisation au supérieur en Afrique depuis 1970, qui met bien en lumière les différences entre l'Afrique septentrionale et l'Afrique subsaharienne. En effet, malgré leurs limites, les données de l'ISU ouvrent la voie à des analyses que ne permettent pas celles issues des recensements ou des enquêtes ménages. De leur aveu même, les études basées sur ces dernières couvrent mal l'Afrique et elles en captent les dynamiques avec un décalage temporel accentué. Les statistiques de l'ISU sur l'éducation, combinées avec celles des Nations Unies pour la démographie, esquissent des perspectives en fonction de scénarios équivalents aux SSP décrits ci-dessus. Les hypothèses qui les sous-tendent sont à rapprocher des objectifs que se donnent les sociétés quant à leur avenir. La lecture des voies du futur n'est plus alors seulement tributaire de données partiellement défailtantes : elle prend un sens, relatif, selon des projections volontaristes quantifiées.

Les ODD et l'agenda de l'Union Africaine : des références à court et moyen termes

Au sein de l'ODD 4 relatif à l'éducation, la cible 4.3 « Formation professionnelle et enseignement supérieur » prévoit d'ici à 2030 de « faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable »³. L'objectif stipule également que les cycles de l'enseignement scolaire secondaire devraient être complets, livrant accès dans des conditions normales aux niveaux supérieurs. Le principe de référence de la communauté internationale pour l'enseignement tertiaire est donc celui de l'universalité. Et les législateurs africains veulent le défendre pour leur région également.

Selon l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, « Investir dans l'enseignement supérieur (Universités, Grandes Écoles et Écoles polytechniques) permettra aux pays africains de constituer le capital humain crucial (ingénieurs, médecins, comptables, juristes, etc.) nécessaire pour construire des sociétés et des économies modernes et compétitives. L'enseignement supérieur apporte un soutien direct au développement économique en produisant de nouvelles connaissances, renforçant les capacités permettant d'accéder à la mine mondiale des connaissances et d'adapter ces connaissances pour les utiliser au niveau local » (UA : 66). Ce

³ <https://fr.unesco.org/gem-report/node/1346>

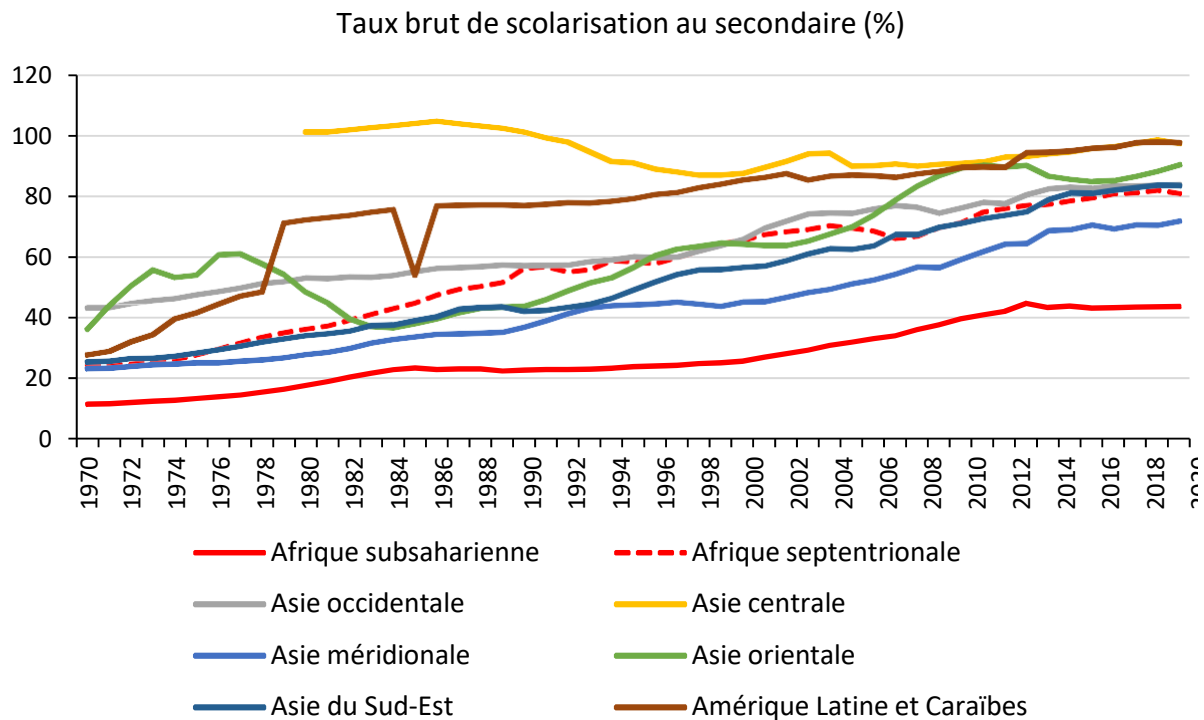
même agenda se donne pour objectif que « Dans l'Afrique de 2063, au moins 70 pour cent de tous les diplômés du secondaire poursuivront des études dans l'enseignement supérieur au sein d'institutions d'enseignement technique et de formation professionnelle (EFTP) et d'universités » (UA : 32). Or, le taux brut de scolarisation au supérieur en 2020 s'élève seulement à 10 %... Au regard des objectifs affichés, les défis s'annoncent donc majeurs. Ils vont au-delà du politique et remettent en question les fondements mêmes des paradigmes économique et démographique de la science normale, pour concevoir celle de la durabilité.

SITUATION AFRICAINE ACTUELLE

Scolarisations par grandes régions : convergences mondiales et rattrapage africain

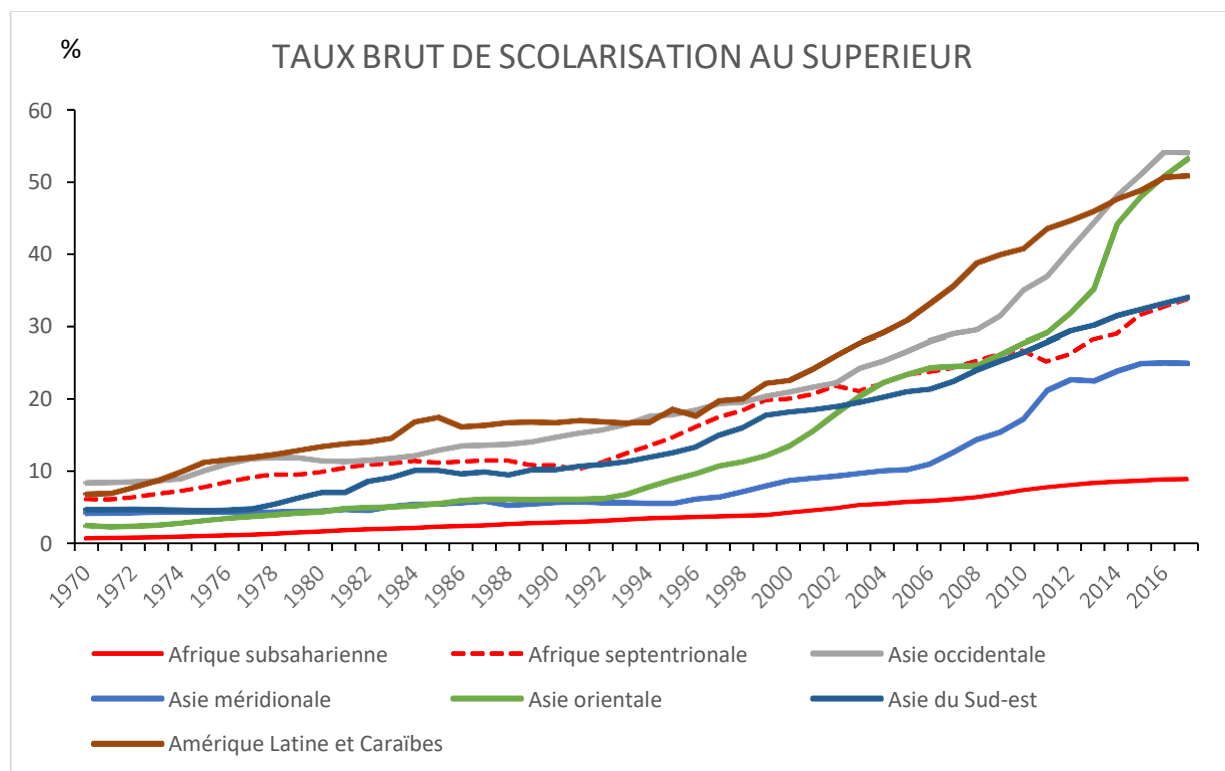
La proportion de jeunes scolarisés dans le secondaire est devenue une majorité dans cette tranche d'âge, depuis plusieurs décennies, pour toutes les régions en développement à l'exception de l'Afrique sub-saharienne. Mais elle s'y accroît de façon importante et dépasse depuis 10 ans les 40% (Figure 1). Cette population constitue le vivier des effectifs étudiants de demain et ces derniers augmentent en conséquence.

Figure 1 : taux brut de scolarisation secondaire par grandes régions en développement (source : <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr>)



Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur suit de plus ou moins loin celui du secondaire, selon les régions. Une accélération notable apparaît au tournant du millénaire pour toutes celles-ci, même si celle de l'Afrique sub-saharienne, partie de plus bas, semble moins marquée (Figure 2). Sa proportion actuelle de jeunes inscrits dans l'enseignement supérieur correspond à celle des autres macro-régions du monde dans la période précédant l'an 2000.

Figure 2 : Taux brut de scolarisation dans le supérieur par grandes régions en développement, de 1970 à 2017 (source : <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr>)

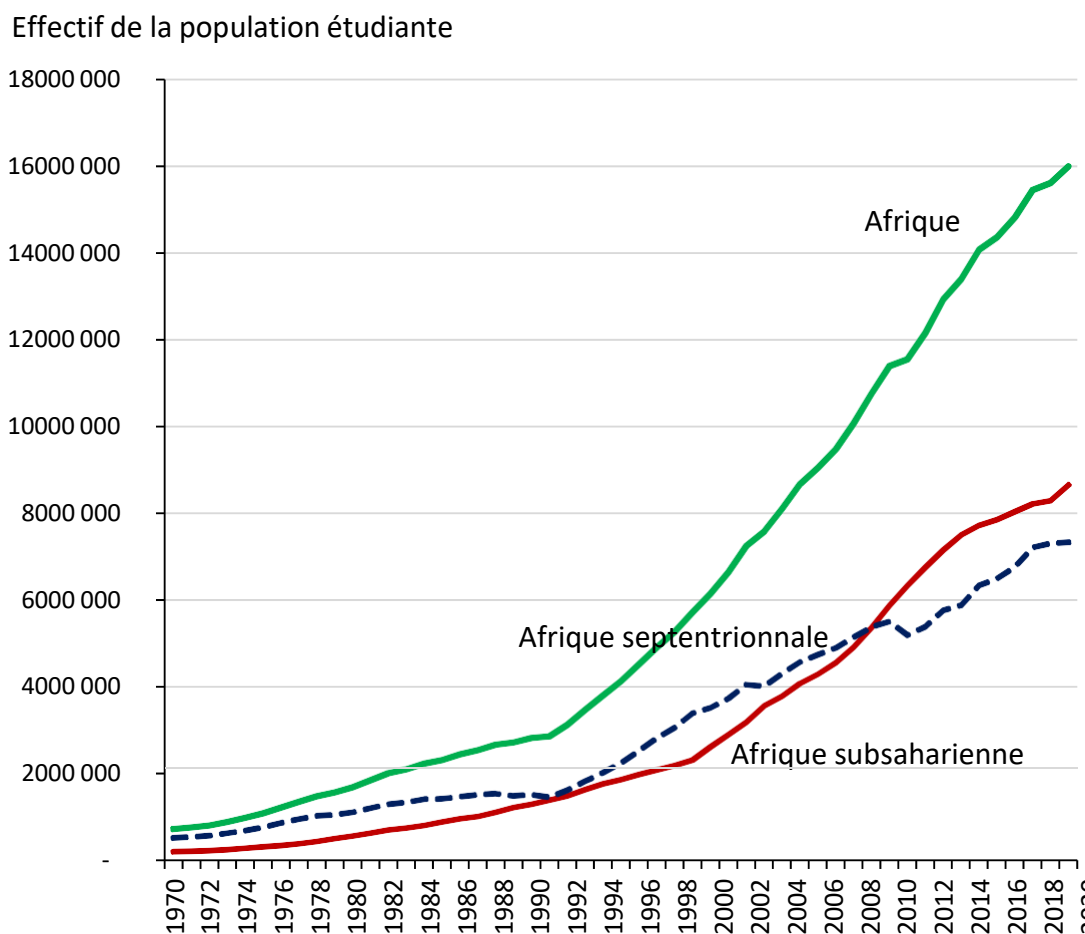


La scolarisation au supérieur en Afrique depuis 1970

Selon les données disponibles sur le site de l'ISU, à l'échelle de l'Afrique, la population étudiante a été multipliée par presque 20 (19,8) entre 1970 et 2017, passant de 741 312 à 14 654 968 étudiants, avec une accélération à partir des années 1990 pour l'Afrique septentrionale et à partir des années 2000 pour l'Afrique subsaharienne (figure 3). Sur l'ensemble de la période, la population étudiante en Afrique subsaharienne a été multipliée par 37,9 contre 12,5 en Afrique septentrionale. Si l'Afrique subsaharienne compte un nombre de pays bien plus élevé que l'Afrique septentrionale (46 contre 8), et un poids démographique bien plus important, il faut attendre 2010 pour que l'effectif de sa population étudiante dépasse celui de l'Afrique septentrionale.

Une croissance plus rapide et plus précoce de la scolarisation au niveau secondaire en Afrique septentrionale y explique cette progression elle aussi plus précoce des effectifs étudiants (Meyer *et al.*, 2020).

Figure 3 : Evolution de la population étudiante de 1970 à 2020, pour l'Afrique globalement, l'Afrique septentrionale et l'Afrique subsaharienne (source : <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr>)

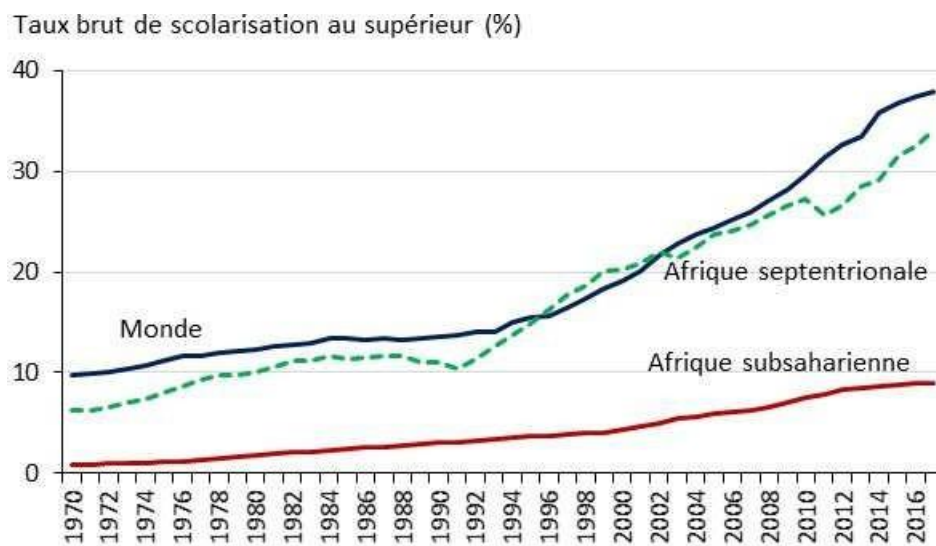


En regard de cette évolution comparative de la population étudiante entre les deux ensembles régionaux, celle du taux brut de scolarisation au supérieur révèle des niveaux et des dynamiques de scolarisation au supérieur bien différents (figure 4).

L'Afrique septentrionale se distingue par une scolarisation au supérieur historiquement plus élevée (6,3 % contre 0,9 % pour l'Afrique subsaharienne en 1970), connaissant une forte accélération à partir des années 1990 ; avec une courbe assez proche de celle prévalant à l'échelle mondiale.

L'évolution du taux brut de scolarisation au supérieur en Afrique subsaharienne s'avère quant à elle paradoxale. D'un côté, en termes relatifs, la progression du taux brut de scolarisation au supérieur y a été importante, avec une multiplication par dix du taux (passant de 0,9 % en 1970 à 9 % en 2017). D'un autre côté, la scolarisation au supérieur y demeure à des niveaux très faibles. Si sur l'ensemble de la période, de 1970 à 2017, les effectifs ont été multipliés par presque quarante (37,9) et le niveau de scolarisation au supérieur quasiment multiplié par dix, au bout de presque cinquante ans le seuil des 10 % n'était pas encore atteint, soit un niveau de scolarisation qui n'était que légèrement plus élevé que celui de l'Afrique septentrionale en 1970 !

Figure 4 : Evolution du taux brut de scolarisation au supérieur (%), en Afrique septentrionale et Afrique subsaharienne, de 1970 à 2017 (source : <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr>)



Par-delà les différences de politiques publiques dans l'enseignement supérieur, ce contraste des dynamiques de scolarisation dans le supérieur entre les deux ensembles régionaux s'explique aussi profondément par des dynamiques démographiques elles-mêmes différenciées. La très forte augmentation de la population étudiante en Afrique subsaharienne résulte essentiellement d'une croissance démographique demeurée très élevée, tandis que les pays d'Afrique septentrionale présentent une transition démographique beaucoup plus avancée (Pilon et Pison, 2020). Ainsi, en 2015, les taux annuels de croissance démographique étaient respectivement de 2,7 % et 1,9 %, avec des nombres moyens d'enfants par femme de 5,1 et 3,3.

Estimée à près d'un 1,2 milliard d'habitants en 2010, la population africaine pourrait atteindre, selon l'hypothèse « moyenne »⁴ des Nations Unies, 1,7 milliard en 2030 et 2,5 milliards en 2050. Surtout, à l'horizon 2030, plus de la moitié de l'accroissement de la population mondiale sera concentré sur la zone nord-tropicale et sahélienne du continent africain (Le Bras 2013). Les classes d'âge de la scolarisation seront par conséquent massivement sur-représentées dans cette bande géographique. Ces perspectives démographiques laissent entrevoir un défi majeur en matière d'éducation, et notamment pour l'enseignement supérieur.

PROJECTIONS ET SCENARIOS DU FUTUR

Exercice de prospective par scénarios

A la lumière des hypothèses plausibles d'évolution future des populations, formulées par la Division de la population des Nations unies et des tendances connues de l'enseignement supérieur en Afrique telles que présentées dans les lignes précédentes, il est possible d'établir des références prospectives concernant l'augmentation des effectifs étudiants. S'il est certes difficile de « prédire » le paysage de l'enseignement supérieur en Afrique dans les années à venir, considérer les objectifs d'accès équitable à l'enseignement universitaire d'ici l'horizon 2030, selon l'agenda des Nations Unies à travers les ODD, ou d'ici 2063, selon l'agenda de l'UA (CUA, 2015) permet d'ancrer la réflexion dans des perspectives politiques identifiées et d'anticiper les pressions sociales et démographiques à venir qui pourraient en découler sur le système éducatif. S'agissant de l'évolution possible du taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur en Afrique, envisager différents scénarios s'avère utile pour prendre en compte les incertitudes liées à un exercice prospectif. Trois scénarios méritent ainsi d'être investigués plus particulièrement :

- i) le maintien du taux actuel pour les années à venir (scénario minimaliste),
- ii) la poursuite linéaire des tendances observées depuis 50 ans (scénario médian), et
- iii) un rattrapage linéaire du taux mondial actuel (scénario optimiste/maximaliste) à l'horizon 2030 ou à l'horizon 2063 (Meyer et al., 2020).

Ces trois scénarios permettent des recoupements précis avec les exercices prospectifs antérieurs et alignés sur les prévisions du GIEC (voir partie 1, ci-dessus). La version minimaliste table sur une stabilité des inscriptions étudiantes qui ne croîtraient plus que par simple inertie démographique. La prévision médiane se base sur un maintien de la tendance passée examinée

⁴ Reposant entre autres sur le passage d'un nombre moyen d'enfants par femmes de 4,5 en 2015 à 3 en 2050.

sur 50 ans dans la partie précédente, dénotant une croissance modérée de l'Afrique relativement aux autres régions et édulcorant une accélération historique comparable à ces dernières en partant d'un seuil équivalent. Le scénario optimiste envisage au contraire un rattrapage des valeurs internationales selon les programmes mondiaux ou continentaux les plus explicites en la matière. Dans l'ensemble, ces trois scénarios permettent de concevoir les implications dans un futur proche de taux brut de scolarisation en enseignement supérieur tels qu'ils existent actuellement mais aussi en envisageant que leur évolution puisse s'améliorer jusqu'à s'aligner avec les agendas politiques globaux.

Deux sources de données seront utilisées pour projeter ces scénarios :

- Les données provenant de l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) fournissent une estimation de l'évolution passée du taux brut de scolarisation en tenant compte des inscriptions dans l'enseignement supérieur, rapportées aux estimations de la population du groupe d'âge quinquennal suivant la fin de l'enseignement secondaire.

- Les données provenant des dernières projections démographiques révisées en 2019 par la Division de la population des Nations Unies procurent une estimation de l'évolution de l'effectif de la population âgée de 20 à 24 ans, groupe d'âges concerné par une inscription dans l'enseignement supérieur.

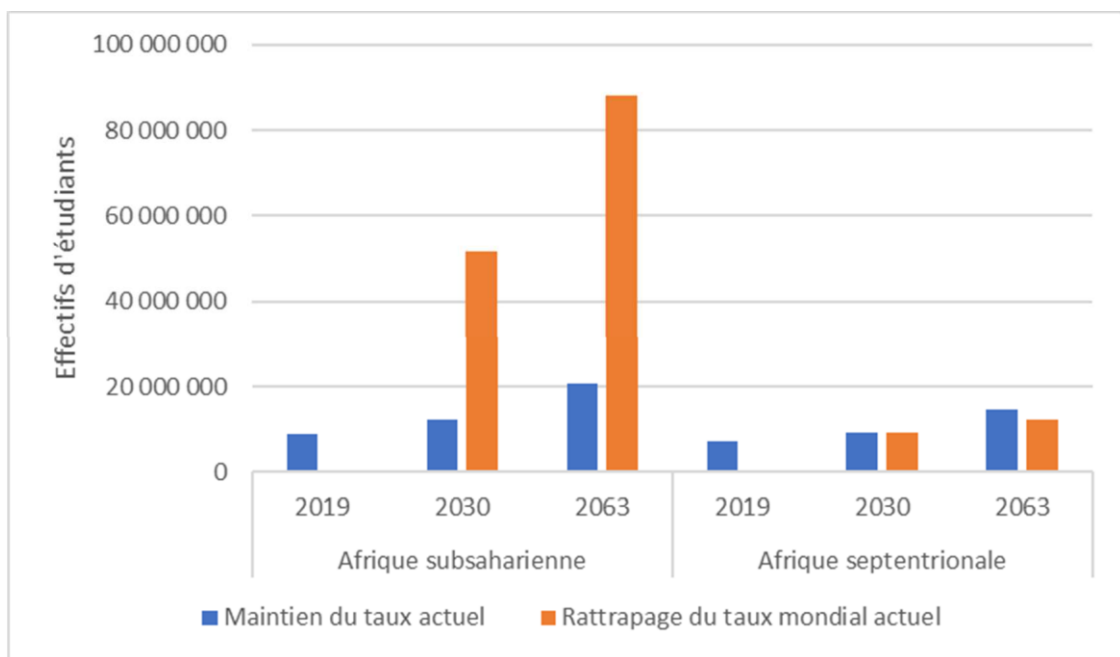
La combinaison des taux d'inscription connus et des estimations démographiques consolidées permet de construire simplement les trois scénarios évoqués, pour apprécier ensuite les conditions de leur réalisation.

Probabilité d'une évolution considérable en Afrique subsaharienne

L'évolution du taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur selon les scénarios choisis précédemment révèle des dynamiques tout à fait différentes entre les deux grandes régions que sont l'Afrique subsaharienne et l'Afrique septentrionale. Pour cette dernière, le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur avoisine la tendance mondiale de 39% en 2019 (il était de 36% à ce moment-là) alors qu'au sud du Sahara il demeure bien en deçà (9%). Bien que la tendance de l'accès à l'enseignement supérieur soit à la hausse dans cette région, l'accomplissement des objectifs établis par les ODD en 2030 ou même l'agenda plus lointain de l'Union Africaine en 2063 nécessiterait un redressement brusque de cette tendance ne serait-ce que pour pouvoir s'aligner sur le taux brut actuel de scolarisation dans le monde. Malgré ce retard apparent par rapport à la participation à l'enseignement supérieur, le poids démographique

présent ainsi que son augmentation dans les années à venir présagent d'une forte pression qui s'appliquera sur le système éducatif. En effet, le taux brut de scolarisation de 9% en 2019 correspond d'ores et déjà à des effectifs de population étudiante supérieurs pour l'Afrique subsaharienne à ceux correspondant au taux de 36% de l'Afrique septentrionale (soit plus de 9 millions contre 7 millions d'étudiants environ) (figure 5).

Figure 5 : Evolution de l'effectif de la population étudiante dans l'enseignement supérieur dans les deux grandes régions d'Afrique, considérant un maintien du taux brut de scolarisation actuel d'une part et un rattrapage du taux brut de scolarisation mondial, d'autre part.

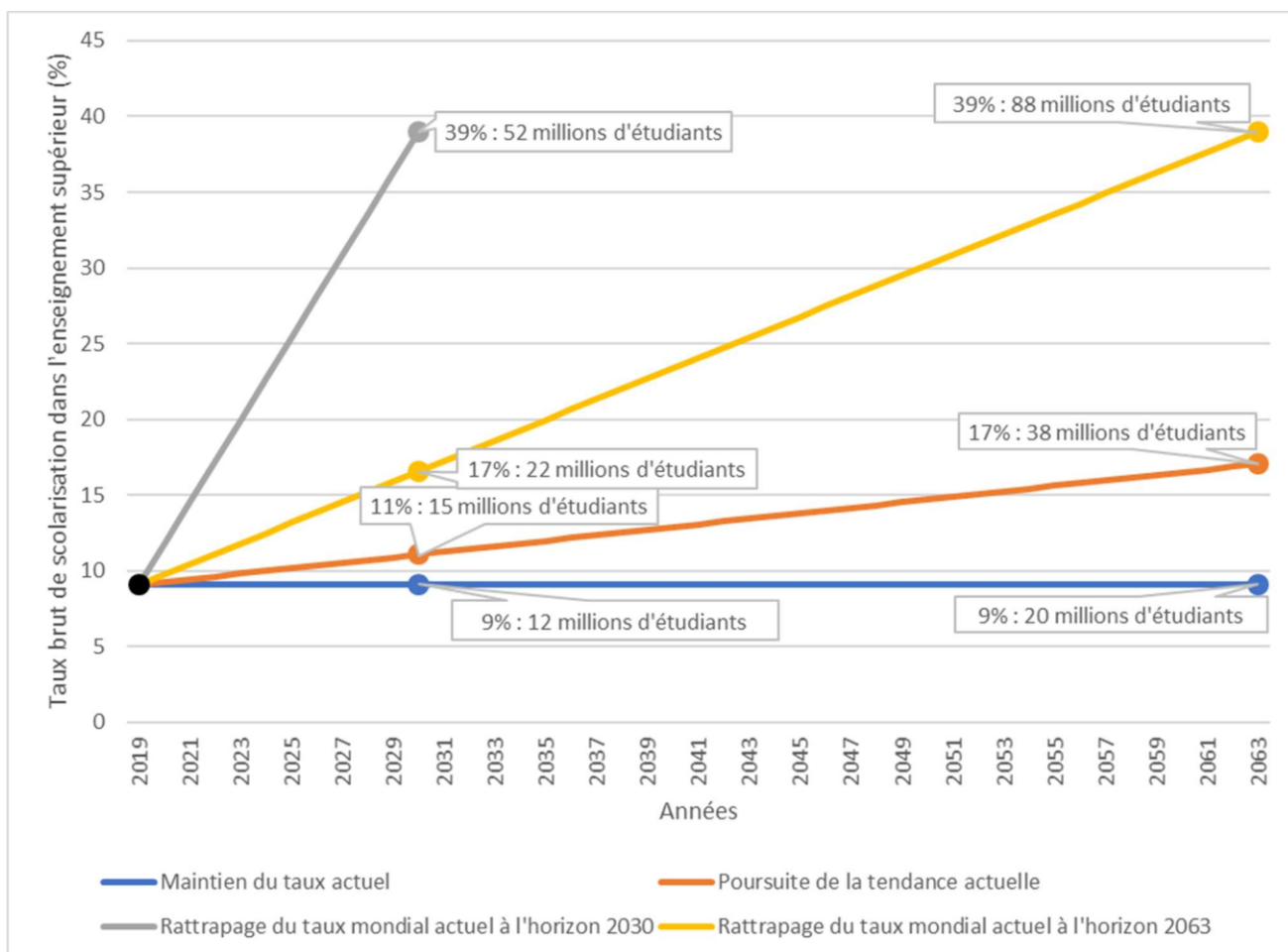


Sur le continent africain, même en adoptant le scénario le plus modéré, les deux régions sont appelées à se détacher considérablement dans leur évolution. Le scénario minimaliste, maintenant hypothétiquement le taux de scolarisation actuel, se traduit par des effectifs allant de 12 millions d'étudiants en 2030 à plus de 20 millions d'ici l'année 2063 ; le scénario d'un rattrapage mondial, permettant d'approcher les objectifs fixés par les agendas des Nations Unies ou de l'Union Africaine, signifie une multiplication par quatre de ces effectifs.

En se penchant plus précisément sur le cas de l'Afrique subsaharienne, on prend la mesure de son retard dans l'accès massif à l'enseignement supérieur mais également du poids démographique de sa jeunesse (figure 6). Dans l'hypothèse d'un maintien à l'identique de la proportion de la jeunesse entrant dans l'enseignement supérieur, les effectifs étudiants croîtraient quand même de 50% depuis la fin de la dernière décennie jusqu'à 2030, passant de 8 à 12 millions d'inscrits. Les hausses les plus modestes quant à l'évolution de l'accès à l'enseignement

supérieur (c'est-à-dire la poursuite de la tendance actuelle ou le fait d'envisager le calendrier de l'Union Africaine) se traduiraient par 15 à 22 millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en 2030. Cela signifie par conséquent une multiplication par deux et plus, de ces effectifs sur une période très courte. Cela représente 38 à 88 millions d'étudiants d'ici l'horizon 2063 soit une multiplication entre 4 et 10 fois des chiffres actuels. Sur des périodes de plusieurs décennies l'expérience rétrospective récente des pays du Maghreb prouve que ce phénomène d'expansion est loin d'être irréaliste.

Figure 6 : Évolution du taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur et de l'effectif de la population étudiante en Afrique subsaharienne



Le scénario maximaliste investigué ci-dessus, inspiré par l'agenda des ODD, semble en revanche improbable : cela requiert en effet de multiplier l'effectif étudiant actuel par quatre en seulement une décennie. Si le caractère prospectif de l'exercice livré ici est empreint d'incertitude, les projections démographiques fournies par les Nations Unies prennent en compte des composantes de très haute probabilité sur le court terme (sexe, âge, taux de fécondité, taux

de mortalité, migrations internationales) (Smith et al., 2013; United Nations, 1956⁵, 2019) pour envisager la progression démographique en Afrique subsaharienne. On connaît ainsi très précisément l'ampleur de la catégorie des 20-25 ans dans moins d'une décennie. Si ces quelques repères quantitatifs, ne permettent pas d'estimer avec précision l'effectif étudiant inscrit dans l'enseignement supérieur dans un futur plus ou moins proche, ils invitent à considérer avec importance le fait que le poids démographique futur puisse se traduire en pression politique, sociale et économique. Il est en effet impossible de prédire la capacité d'absorption des systèmes nationaux d'enseignement supérieur même sur 10 ans seulement. En revanche, on peut estimer à travers ces projections le volume de la demande sociale à cet égard et les réponses à envisager d'y apporter.

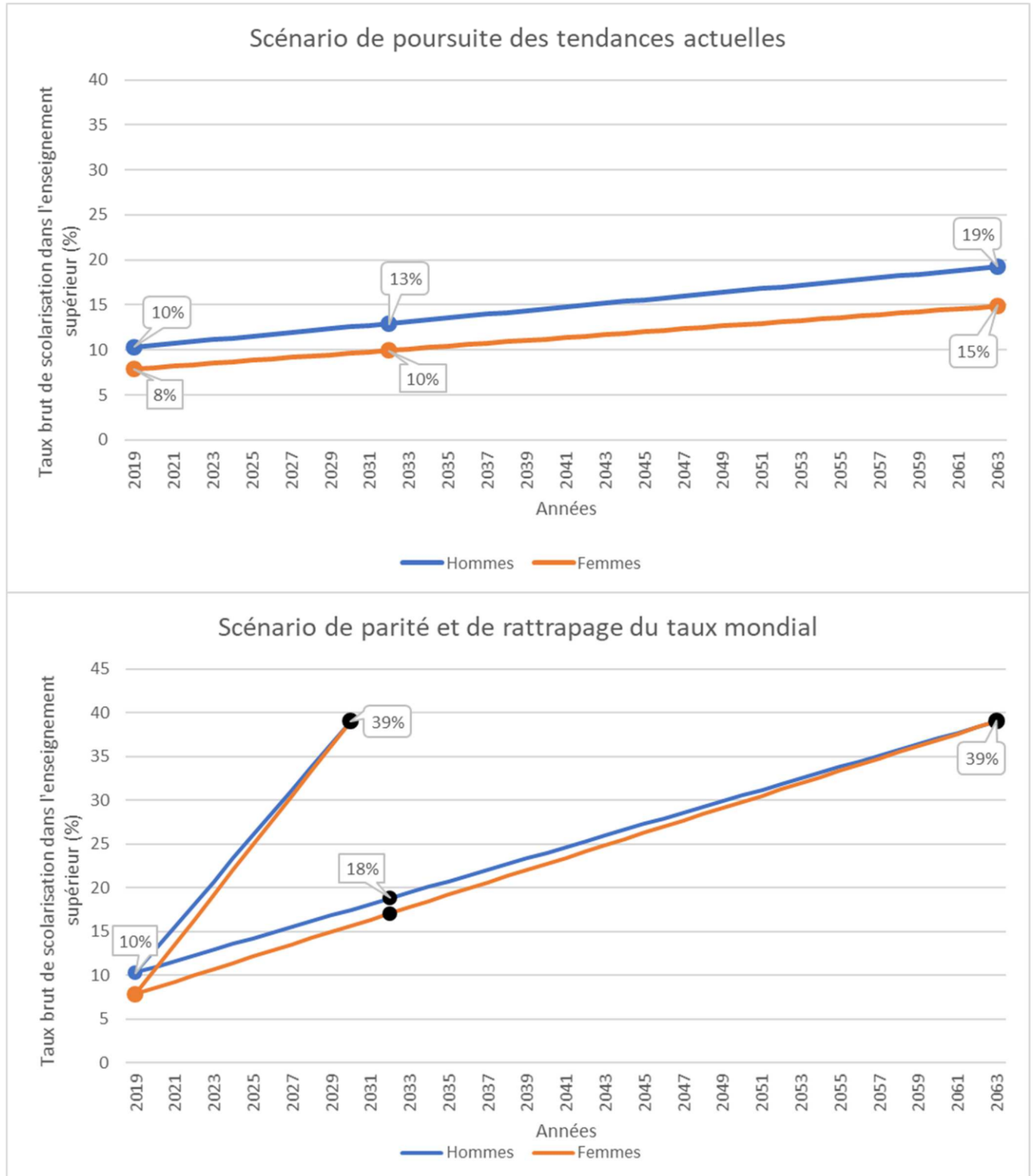
L'inconnue de l'évolution de la féminisation

L'accroissement des effectifs étudiants dans le monde va de pair avec leur féminisation. Aujourd'hui, dans les $\frac{3}{4}$ des pays, les inscriptions étudiantes sont en majorité celles des jeunes femmes. Seules l'Asie méridionale, où la parité est maintenant juste atteinte, et l'Afrique subsaharienne, où la partie féminine ne dépasse guère 42%, échappent à cette généralisation de la féminisation étudiante (UNESCO-IESALC 2021).

Dans cette dernière région, en 2019, le taux brut de scolarisation était de plus de 10% chez les hommes et atteignait à peine 8% chez les femmes. Bien que l'écart observé à ce moment-là semble dérisoire en proportion, il amène à porter attention à l'égalité d'accès à l'enseignement entre les hommes et les femmes. En effet, les tendances qui se dessinent ne présagent aucunement d'une réduction de l'écart quant à l'accès à l'éducation. Le scénario de poursuite des tendances observées actuellement (figure 7) reflète un écart grandissant allant de 3% en 2030 (passant à 13% chez les hommes contre 10% chez les femmes) à 4% en 2063 (19% chez les hommes contre 15% chez les femmes). En définitive, quelque soit le scénario considéré, les probables évolutions des inscriptions dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne invitent à être vigilant sur les efforts à fournir pour respecter des conditions d'égal accès entre les hommes et les femmes. Il apparaît très clairement que l'évolution de l'égalité d'accès par genre à l'université sera fortement déterminée par les choix politiques. Elle aura une incidence certaine sur l'accroissement des effectifs et la massification attendue.

⁵ <https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/manual/projection/sex-age.asp>

Figure 7 : Taux bruts de scolarisation en Afrique subsaharienne par genre dans les années à venir selon un scénario de poursuite des tendances actuelles et selon un scénario de parité et rattrapage du taux mondial actuel



Les indications précises fournies par les exercices de prospective effectués ci-dessus permettent de conclure partiellement d'ores et déjà sur les conditions de réalisation des scénarios envisagés. Celui d'un rattrapage des taux moyens mondiaux d'inscription étudiante à l'horizon 2030 apparaît hautement improbable. Aucune région du monde dans des conditions relativement favorables – l'Europe des trente glorieuses, l'Asie émergente des années 1990-2000 ou le Maghreb des deux dernières décennies- n'a jamais dépassé un accroissement de 300% sur 20 ans. *A fortiori* un taux supérieur à 400% sur une période deux fois plus courte constituerait une exception historique dont ne présage guère la conjoncture socio-économique du continent. Mais le scénario minimaliste, de stagnation de la proportion de la population des 20-25 ans intégrée à l'université, n'apparaît guère plus tenable. En effet, le coût social que revêtirait l'exclusion de contingents toujours plus importants de jeunes adultes et le décrochage accru avec le reste du monde globalisé en font une option peu crédible.

Restent les scénarios intermédiaires, d'une tendance croissante alignée sur la dernière moitié de siècle ou visant un rattrapage des valeurs mondiales sur les prochains 40 ans. Malgré le caractère modeste de ces pronostics, les inscriptions à l'université seraient multipliées entre 2 et 3 fois d'ici 2030. Pour passer de 8 millions d'étudiants en 2019 à 15 (scénario 2) ou 22 millions (scénario 3 modéré) en 2030, l'effort requis aujourd'hui pour les systèmes d'enseignement supérieurs africains est équivalent – *a minima*- à celui fourni durant les 3 décennies précédentes cumulées (voir figures 3 et 6). Cela donne la mesure des investissements et des adaptations nécessaires pour relever ce défi démographique éducatif.

L'enjeu, titanesque, est perçu de façon plus ou moins précise par des agences de coopération et des instances académiques. Des réflexions et des expériences sont menées : substitution du qualitatif au quantitatif et de l'apprentissage à l'éducation (World Bank 2018) ; privatisation et/ou internationalisation des établissements (Goujon et al. 2017, Gérard 2020) ; création de centres d'excellence régionaux démultiplicateurs de capacités locales (World Bank 2021). Pourtant, de façon réaliste, les transformations entreprises, progressives et partielles, semblent quelque peu décalées par rapport à l'échelle des enjeux et au pas de temps des mutations en cours. Alors, comment desserrer la contrainte de plus en plus pressante qui s'exerce massivement sur l'enseignement supérieur en Afrique ? Non sans surprise, la crise produite par la pandémie et les adaptations systémiques auxquelles elle donne lieu tracent des pistes de réponses.

PANDEMIE ET CONFINEMENTS

La Covid 19 : *crash test* de l'université contemporaine

Les fermetures des établissements universitaires ont commencé dès le premier trimestre 2020 –en Afrique comme ailleurs- puis se sont étendues pour de longs mois, dans le monde entier. Cette suspension brutale des activités est intervenue à un moment d'intensité et d'ouverture historique de celles-ci. En effet, le régime de compétition généralisée introduit progressivement dans le monde universitaire, à travers les classements et autres dispositifs d'inter-comparaison transnationale, a accru leur sensibilité à des chocs exogènes.

Dès la rentrée universitaire dans l'hémisphère sud, des défections massives d'étudiants étrangers ont provoqué le dépôt de bilan d'universités privées australiennes. Leur dépendance vis-à-vis de cette clientèle est extrême et cette faculté de recrutement international tant vantée auparavant est alors apparue comme une fenêtre de vulnérabilité avérée. D'une façon générale, les *world class universities*, parangons du développement académique contemporain, ont montré une certaine fragilité lorsqu'elles étaient exposées seules aux revers de fortune liées au gel des flux étudiants. En son pays, le président américain nouvellement élu a dû y mettre bon ordre pour sauver la mise à nombre d'entre elles.

Derrière les difficultés financières, c'est toute la soutenabilité d'un modèle de dépendance au global qui est en cause. A l'instar des chaînes de valeur commerciales internationales, les entités à gestion autonome mais interdépendantes du monde académique ont montré leurs conditions de précarité. Cependant, au-delà de cette remise en cause - à examiner profondément- les modalités même de l'exercice pédagogique universitaire ont été bouleversées par la rupture impromptu du lien physique constitutif de l'enseignement traditionnel. La réactivité des personnes et des organisations pour tisser des alternatives mérite d'être évoquée dans ses manifestations empiriques.

Afrique, Maghreb : crise et adaptation

Il y a maintenant plus d'une décennie que l'éducation à distance apparaît comme une option cruciale dans l'enseignement supérieur. Elle a même un peu rapidement été appréhendée comme une solution miracle pour répondre aux besoins de l'Afrique en ce domaine (Meyer 2017). Pourtant, si de nombreuses expérimentations avaient cours durant la décennie passée, c'est véritablement sous l'injonction de la fermeture des campus en 2020 qu'elles sont passées au stade de la pratique généralisée. Avec le peu de recul disponible encore pour en évaluer les

résultats dans le détail, le constat principal est qu'ils sont contrastés. Deux enquêtes, menées par l'Association internationale des universités⁶ (AIU) et celle du Commonwealth⁷ (ACU) tendent à montrer que le continent africain est celui où le plus grand nombre d'étudiants n'ont pas pu poursuivre leur année universitaire. 24% des universités africaines ne sont pas parvenues à développer des alternatives avec recours au numérique, vs 3% seulement dans les autres régions. D'une façon générale, l'accès des étudiants au haut débit est proportionnel au niveau de revenu du pays : 83% en disposent là où ce dernier est élevé vs 19% là où il est faible, ce qui est le cas de nombreux pays africains...

Mais au-delà de ces quelques constats chiffrés – que de nouvelles enquêtes en cours permettront bientôt de préciser- des faisceaux d'information convergentes révèlent de multiples initiatives improvisées pour adapter les enseignements au passage en distanciel ou *on line*. Le journal spécialisé *World University News* et sa rubrique africaine en particulier, a fait état de nombreux cas depuis les semaines suivant les confinements jusqu'à aujourd'hui. En sus de ces matériaux empiriques anecdotiques, des enquêtes qualitatives et quantitatives menées sur le Maghreb (Meyer 2020) et l'Algérie (Lassassi et al.2020) font état d'une adaptabilité surprenante des acteurs, collectifs ou individuels. La combinaison de solutions *high tech* et de bricolages spontanés atteste de cette inventivité : recours au *smartphone* à défaut d'ordinateurs ; grille tarifaire des opérateurs assurant la gratuité aux télé-enseignements ; chaîne *you tube* mobilisée pour la diffusion en cas de plateforme défaillante ; enseignements asynchrones pour en faire bénéficier des villages ne disposant de courant que quelques heures par jour ; impression de documents pour des camarades étudiants sans ordinateur ni accès au *cyber*...

CONCLUSION : LA VISION DES ACTEURS

Les statistiques de l'ISU permettent des estimations rigoureuses, édifiantes sur les enjeux qui se dressent devant l'université africaine. Leur mise en perspective avec les perceptions des acteurs permet de les interpréter avec un recul qualitatif très instructif. Deux focus groupes constitués chacun de 7 responsables universitaires d'Afrique anglophone (Ghana et Nigéria)

⁶ https://www.iau-aiu.net/IMG/pdf/iau_covid-19_regional_perspectives_on_the_impact_of_covid-19_on_he_july_2020_.pdf

⁷ <https://www.acu.ac.uk/news/higher-education-during-covid-19-a-snapshot-of-digital-engagement-in-commonwealth-universities/>

d'une part et francophone (Burkina Faso, Guinée, Côte d'Ivoire et Sénégal) de l'autre, ont été invités à réagir à ces projections.

Un premier constat fait état d'un taux d'abandon très significatif, que ces projections éludent, par nature. En effet, devant l'engorgement des infrastructures, bien des étudiants renoncent rapidement aux études. Il y a donc un phénomène de régulation mécanique devant l'afflux de jeunes promotions toujours plus nombreuses. Cette limitation des effectifs se fait aussi par la sélection et les coûts, notamment dans les pays anglophones. Les taux de recrutement récents sont de l'ordre d'un dixième seulement des demandes agréées, aux dires des personnels locaux. Cela devrait se traduire à l'avenir par des taux nationaux demeurant faibles, au-dépens des demandes, qui resteraient non-satisfaites.

Les responsables consultés différencient parmi les filières concernées, celles qui sont sous tension particulière et d'autres qui le sont moins. Ils préconisent alors une pratique améliorée de l'orientation, permettant des affectations plus judicieuses des étudiants. Cette orientation a lieu d'être organisée au stade du secondaire, avant que les jeunes entrent dans le système universitaire. La diversification des filières apparaît ainsi comme une modalité de gestion plus équilibrée des flux. Parallèlement l'ouverture d'établissements variés, avec le concours du secteur privé, apparaît comme une solution réaliste mais seulement si elle est accompagnée d'un travail de contrôle qualité véritablement conséquent. Autrement, l'élargissement de l'offre se déploie aux dépens de la qualité des études et des diplômés.

L'équipement technique et informatique est évoqué, certains pays ayant choisi (en temps de pandémie notamment) d'attribuer des ordinateurs à tous les étudiants (cf Botswana et Burkina Faso, par exemple). Mais ces stratégies d'équipement ne doivent pas faire illusion. Pour fonctionner, il y faut également une préparation et une adaptation pédagogique engageant les enseignants. Cela ne va pas de soi mais ouvre aussi de réelles options, car ces derniers sont souvent curieux d'explorer des modalités nouvelles, démultipliant les possibilités d'enseignement sans en obérer la qualité. Ces possibilités résonnent particulièrement fort, après la pandémie et les distanciations imposées dans les classes, obligeant parfois les enseignants à assurer plusieurs fois le même cours successivement.

La constitution de ressources humaines universitaires accrues apparaît incontournable pour absorber les effectifs étudiants croissants. On compte alors beaucoup sur les centres d'excellence africains pour former ces contingents au niveau régional. En effet, l'appoint de professeurs et experts étrangers s'est tari, par exemple au Nigéria, du fait de la dégradation des taux de change

et de la situation économique en général. Tous pointent la nécessité d'investissements conséquents de la part des Etats pour parvenir à répondre aux enjeux de formation actuels. La pénurie de ressources, financières, matérielles, et humaines est mentionnée par beaucoup comme le principal facteur limitant.

La féminisation des effectifs universitaires avance trop lentement mais certains font référence à des évolutions positives et des résultats avérés (Ghana, Sénégal). Ils y voient le produit de décisions politiques prises une ou deux décennies plus tôt. Le déséquilibre entre filières est également mentionné à répétition, les STEM étant mal pourvues en candidatures féminines et obligeant à des dispositions de recrutement volontaristes à leur égard. Les centres d'excellence africains s'avèrent des lieux de construction de ces stratégies d'équilibre de genre, susceptibles de faire tâches d'huile régionalement, selon leurs propres cadres.

Enfin, sur le plan technologique, les centres régionaux se révèlent être des inspirateurs également. Par la construction de plateformes, ils ont géré la crise des confinements avec succès. Le réseau DSTN de développement du numérique associe des unités régionales qui mutualisent des capacités à travers la coopération : cours communs, cotutelles de thèse, projets de recherche conjoints, élevant ainsi le niveau de compétence général.

En définitive, le passage à l'hybride apparaît comme une opportunité, obligée par la conjoncture sanitaire, susceptible de résoudre un vrai goulot d'étranglement structurel. Le saut techno-pédagogique qu'il implique n'est pas une combinaison miracle mais une incontournable gageure socio-éducative. Les acteurs le pressentent : pour que cette innovation soit effective, l'apprentissage progressif, l'évaluation périodique et l'échange coopératif international s'avèrent indispensables.

Certes le défi démographique pèse sur l'avenir de l'université africaine et par conséquent sur sa durabilité intrinsèque. Mais au-delà des murs du campus, les conditions de son adaptation à un monde extrêmement labile dépendent des dispositifs qu'elle met en place pour répondre aux changements sociaux et environnementaux. Or, en dépit de ressources et de capacités limitées, l'enseignement supérieur africain expérimente les voies d'un développement durable (Ulmer et Wydra 2019). Ce faisant, il forge et accumule des compétences nouvelles pour la promotion de ce dernier. Cependant, une recension systématique des publications afférentes, sur le continent africain, révèle leur concentration, notamment en Afrique du Sud. La coopération internationale et intra-africaine a, par conséquent, un bel avenir pour disséminer plus largement sur le continent les activités académiques liées et œuvrant à la durabilité.

Références :

Barro, R. J., and Lee J. W. (1993). International Comparisons of Educational Attainment. *Journal of Monetary Economics*, 32, 363–94

Barro, R. J., and Lee J. W. (2010) A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950–2010. NBER Working Paper series, pp 1-50

Calderon, A. (2018) *Massification of Higher Education revisited*, RMIT University, https://www.researchgate.net/publication/331521091_Massification_of_higher_education_revisited

Gérard, E., (2020), *L'expansion de l'enseignement supérieur privé et le creusement des inégalités sociales*, « Papiers de recherche », n°156, AFD, Paris, 50 p.

Goujon, A., Haller, M., Kmet B-M. (2017). *Higher Education in Africa : challenges for development, mobility and cooperation*, Cambridge Scholars Publishg

Hadj Slimane-Kheroua, H., Tabet Aouel-Lachachi, W. (2021). Repenser l'université algérienne après le Covid-19 : Vers l'université socialement responsable, *Les Cahiers du CREAD*, 37(02), 209-237.

KC, S., Barakat, B., Goujon, A., Skirbekk, V., Sanderson, W., Lutz, W. (2010). Projection of populations by level of educational attainment, age, and sex for 120 countries for 2005-2050, *Demographic Research*, 22(15)

Lassassi, M., Lounici, N., Sami, L., Tidjani, C. et Benguerna, M. (2020). Université et enseignants face au Covid-19 : l'épreuve de l'enseignement à distance en Algérie *Les Cahiers du CREAD*, 36(3), 397-424.

Le Bras, H., (2013). Fin de la croissance démographique, in Agathe Euzen, Laurence Eymard, Françoise Gaill, *Le développement durable à découvert*, CNRS Editions, 32_33.

Lee J-W. and Lee H. (2016). Human Capital in the long run, *Journal of Development Economics*, 122, 147-169

Lutz, W., Goujon, A, KC, S., Stonawski, M., Stilianakis, N., (Eds.) (2018). *Demographic and human capital scenarios for the 21st century ; 2018 assessment for 201 countries*, European Union.

Meyer, J-B., (2017). MOOCS et mobilités étudiantes : vers une nouvelle circulation des connaissances ? Observations au regard de l'Afrique francophone, *Journal of International Mobility*, 1 (5), 75-92

Meyer, J-B.,(2020) Université à distance : en Afrique des expériences encourageantes pendant la crise du Covid, *The conversation*, 2 juillet 2020

Meyer, J-B., Pilon, M., & Ravalihasy, A. (2020). Les effectifs étudiants en Afrique au XXIe siècle : Évolution passée et exercice de prospective. Working Paper du Ceped, 48, 1-29. <https://doi.org/10.5281/ZENODO.3970947>

OECD/OCDE (2018) *The future of education and skills ; education 2030 « the future we want »*, Position paper

OECD/OCDE (2019) *Trends shaping education*, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, OECD

Pilon, M., et Pison, G., (2020). Quelles perspectives démographiques pour l'Afrique d'ici 2050 ?, in Gabas J.-J., Lautier M. et Vernières J.-M. (dir.), *Prospectives du développement*, Kartyhala-GEMDEV, (pp. 99-119).

Smith, S K., Tayman J., & Swanson, D. A. (2013). Overview of the Cohort-Component Method. In S. K. Smith, J. Tayman, & D. A. Swanson (Éds.), *A Practitioner's Guide to State and Local Population Projections* (p. 45-50). Springer Netherlands.

https://doi.org/10.1007/978-94-007-7551-0_3

Speringer, M., Goujon, A., KC, S., Potancokova, M., Reiter, C., Jurasszovich, S., Eder, J., (2019). *Global Reconstruction of educational attainment, 1950 to 2015 : Methodology and assessment*, Vienna Institute of Demography Working Papers, N° 02/2019

CUA (2015) Agenda 2063, *L'Afrique que nous voulons*, document cadre, Commission de l'Union Africaine, SP 15830, 227p

Ulmer, N., et Wydra, K., (2019). Sustainability in African higher education : shifting the focus from researching the gaps to existing activities, *International Journal of Sustainability in Higher Education*, 21(1),18-33

UNESCO (1993) *Trends and projections of Enrolment by level of education, by age and by sex (1960-2025 (as assessed in 1993), Current surveys and research in statistics, CSR-E-63*, UNESCO division of statistics

UNESCO (2015) *How long will it take to achieve universal primary and secondary education ?* Technical Note

UNESCO – IESALC (2021) *Women in Higher Education : has the female advantage put an end to gender inequalities ?* Institut International de l'UNESCO pour l'Enseignement Supérieur en Amérique Latine.

United Nations. (2019). *World Population Prospects 2019: Methodology of the United Nations Population Estimates and Projections* (p. 1-61) [ST/ESA/SER.A/425]. Department of Economic and Social Affairs.

World Bank (2018), *World Development Report 2018: Learning: To realize education's promise*. Washington, DC. World Bank.

World Bank (2021), *Africa Higher Education Centers of Excellence Project (P126974)*. Washington, DC. World Bank.